



Passerelles Synthèse

Revue bimensuelle africaine pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12· Numéro 17, 29 novembre 2011

LIGNE DE FOND.....	1
Sommet du G-20 : tout reste à faire pour sortir de la crise.....	1
NOUVELLES DE L'OMC.....	3
Négociations sur l'agriculture : pas de consensus sur le coton	3
SUR LE FIL.....	4
Exportations mondiales: croissance de 16% selon l'OMC.....	4
NOUVELLES REGIONALES	4
Les politiques européennes souvent incohérentes avec le développement des pays africains.....	4
EVÉNEMENTS.....	5
PUBLICATIONS	6

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane Dieye, Responsable de Publication, Bathie Ciss, Rédacteur en chef, Aissatou Diallo, Alexandre Gomis, stagiaire Equipe éditoriale d'ICTSD

Editeur et Directeur: Ricardo Melendez-Ortiz ; Editeur en chef: A. Crosby, Gestion des publications : A. Aziz; Editrice en charge: K. Guddoy et assistant : S. Pelletier

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Sommet du G-20 : tout reste à faire pour sortir de la crise

Les chefs d'état et de gouvernement membres du G-20, réunis du 3 au 4 novembre à Cannes en France, ont discuté de la régulation financière, des paradis fiscaux, du prix des matières premières et de la lutte contre la corruption.

La crise de la zone euro et le cas de la Grèce ont bien évidemment dominé les discussions. Ainsi, après deux jours de négociations intenses, les membres du G-20 ont listé, dans le communiqué commun venant clôturer le sommet, l'ensemble des engagements pris par les participants visant à redynamiser la croissance mondiale.

Les membres du G-20 ont d'abord commencé par réaffirmer leur engagement à travailler ensemble et à prendre des décisions visant à raviver la croissance économique, à créer des emplois, à assurer la stabilité financière, à favoriser l'intégration sociale et à enfin mettre la mondialisation au service des besoins des populations.

Le G-20 a également décidé de poursuivre ses efforts pour renforcer les filets de sécurité financiers mondiaux. Ainsi, les pays membres ont notamment soutenu la proposition du FMI de créer une nouvelle « ligne de liquidité de précaution ». Une telle proposition permettrait de couvrir les besoins de liquidité à court terme des états qui bénéficient de politiques et de fondamentaux sains, mais qui subiraient des chocs exogènes.

Une des autres propositions faites par le FMI, qui vise la mise en place d'une facilité unique afin de répondre aux besoins d'aide d'urgence de ses membres a aussi été discutée, et a également reçu une bonne appréciation de la part des membres du G-20, qui l'ont soutenue en attendant sa finalisation.

Régulation financière et matières premières

Dans le cadre de son programme de régulation financière, les membres du G-20 ont également entériné les recommandations de l'organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) pour l'amélioration de la régulation et de la supervision des marchés de matières premières. Ils ont ainsi, chargé le conseil de stabilité financière (CSF) de promouvoir et de vérifier la mise en œuvre effective de ces mesures, en lien avec les normalisateurs internationaux (comité de Bâle pour les banques, IAIS pour les assurances et OICV pour les marchés financiers).

L'un des défis principaux qui a préoccupé le G-20 ces dernières années est la lutte contre la volatilité des prix des produits alimentaires et les efforts en faveur de la sécurité alimentaire. Ainsi, le G20 a tenté de mettre en place des mécanismes qui puissent permettre à la production agricole de nourrir la population mondiale. A cette fin, il a été décidé de mettre en œuvre le plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture préalablement approuvé par les ministres de l'agriculture du G-20 en juin 2011. Pour parvenir à la sécurité alimentaire, ils se sont engagés à élaborer des instruments qui permettent la gestion des risques et des situations humanitaires d'urgence. Ils ont également décidé que les denrées alimentaires achetées par le programme alimentaire mondial à des fins humanitaires non commerciales ne seront plus soumises aux restrictions aux exportations ou à des taxes extraordinaires.

Renforcer le système commercial multilatéral

Pour le G-20, malgré la crise, le système commercial multilatéral a eu le mérite d'éviter le réflexe protectionniste et de repli sur soi. Ainsi, les membres ont réaffirmé leur engagement à combattre toute nouvelle mesure protectionniste qui aurait pu se voir mise en place dernièrement, y compris les nouvelles restrictions aux exportations et les mesures d'encouragement des exportations qui seraient contraires aux règles de l'OMC. Le statut quo concernant ces mesures restrictives devrait ainsi être maintenu jusqu'à fin 2013.

La faim dans la corne de l'Afrique

Le G-20 a également affirmé son soutien aux aides et à l'intervention humanitaire dans la corne de l'Afrique. Ainsi, les pays membres ont déclaré vouloir soutenir les investissements dans le secteur agricole et lutter pour atténuer les effets de la volatilité des prix dans les pays à faible revenu.

Ces déclarations et engagements du G-20 répondent certes aux préoccupations actuelles, mais force est de constater que trop de choses restent à concrétiser pour la réalisation de promesses trop générales pour être crédibles. De plus, le G-20 n'a pas vraisemblablement pas encore trouvé de consensus sur les solutions à apporter aux problèmes les plus urgents, et notamment à celui de la crise de dette souveraine qui frappe l'Union européenne dans son ensemble. De nombreux membres du G-20 estiment en effet que la solution à la crise doit reposer d'abord être le fruit des Européens eux-mêmes, et que ce n'est pas au G-20 de trouver une solution commune sur cette question.

Chacun pour soi

Face à des intérêts divergents, les contradictions sont parfois vives, entraînant l'impossibilité de satisfaire toutes les parties ; les accords peuvent parfois paraître peu réalistes, des plans d'action concrets faisant souvent défaut. Cela s'est encore

une fois manifesté à Cannes. En effet, les chefs d'État ont majoritairement été mus par les intérêts de leur propre pays. Pour preuve, dans le communiqué final, si la France et l'Allemagne préconisent la taxation des opérations financières, plusieurs pays s'y opposent, tels que les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Source : [déclaration finale du sommet du G-20](#)

NOUVELLES DE L'OMC

Négociations sur l'agriculture : pas de consensus sur le coton

Les dernières consultations sur le coton menées au sein de l'OMC n'ont pas donné de résultats satisfaisants. Malgré la promesse du conseil général de l'OMC de traiter la question de manière ambitieuse, rapide et spécifique, dans le cadre des négociations sur l'agriculture, aucune avancée majeure n'a été enregistrée.

C'est ce que l'on peut retenir du rapport du nouveau président du groupe de négociation sur l'agriculture, l'ambassadeur néozélandais John Adank. A la suite de son élection, le 18 novembre, il a présenté un rapport sur le résultat des consultations tenues au sujet d'une proposition de décision ministérielle sur le coton. Les travaux abordés portent notamment sur toutes les politiques ayant des effets de distorsion des échanges affectant la filière du coton: accès aux marchés, soutien interne et concurrence à l'exportation. Mais les négociations restent difficiles, en raison de la diversité évidente des intérêts des différents gouvernements impliqués. Mais le blocage frustre les pays du C-4 (regroupement de quatre pays africains exportateurs de coton: le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad). En effet, avec le sentiment que les pays du nord ne jouent le jeu du libre échange que lorsque cela les arrange, les pays du sud, et notamment le C-4, ont dénoncé les

pratiques protectionnistes (notamment le soutien à la production du coton) de leurs partenaires commerciaux (Etats Unis et EU) ; ils ont exigé de leur part une certaine cohérence. Il faut rappeler que la production et le commerce du coton sont des activités importantes dans la vie économique et sociale de plusieurs pays africains. Le maintien dans certains pays membres de l'OMC de mesures de soutien et de subvention provoque des distorsions sur les prix du marché mondial, ce qui est non seulement préjudiciable aux intérêts de ces pays africains producteur de coton mais aussi contraire aux objectifs fondamentaux de l'OMC. Cette question du coton reste donc source de discorde entre pays du nord et pays du sud.

Une nouvelle proposition peu convaincante

Le rapport du comité de négociations sur l'agriculture confirme que les membres ne sont pas tous en mesure d'accepter le texte dans sa version actuelle ; pour autant, aucune nouvelle contribution, technique ou de fond, n'a été apportée jusqu'à présent au cours des consultations. Tous les membres concernés ont néanmoins souligné qu'ils restaient déterminés à trouver une solution, conformément aux engagements pris à la conférence ministérielle de Hong Kong en décembre 2005. Le nouveau président, John Adank, a déclaré que les consultations vont se poursuivre au début de 2012 (après la conférence ministérielle de décembre), afin de parvenir rapidement à un consensus sur la question.

La proposition qui a débouché de ces discussions, formulée par le groupe du C-4, demande aux ministres de réaffirmer un certain nombre de décisions prises sur le coton, notamment l'engagement pris durant la conférence ministérielle de 2005, qui s'engageait à réduire drastiquement les mesures de soutien et de subventions mises en place par certains pays membres.

Cette proposition sera ainsi intégrée dans l'agenda du conseil général qui va se réunir le 30 Novembre en perspective de la prochaine conférence ministérielle.

Source : OMC, [rapport du président du groupe sur l'agriculture sur les consultations sur le coton](#)

SUR LE FIL

Exportations mondiales: croissance de 16% selon l'OMC

L'OMC vient de publier pour la première fois des statistiques trimestrielles et mensuelles sur les échanges internationaux de services commerciaux (sur la base de la balance des paiements) pour les économies qui disposent de données chiffrées sur la question. Ces statistiques correspondent à des prix courants et les chiffres ne sont pas corrigés selon des variations saisonnières. Les chiffres ont montré que les exportations mondiales de services commerciaux ont augmenté de 16% au cours du deuxième trimestre de 2011, par rapport à la même période en 2010. Ces estimations sur le commerce mondial sont établies à partir des statistiques trimestrielles de la balance des paiements communiquées par chaque déclarant au FMI et à Eurostat, et complétées par des estimations pour les données manquantes ou par des sources nationales. En général, les données se rapportent aux exportations et les importations du total des services commerciaux sur une balance des paiements, à prix courant. Cependant les chiffres trimestriels et mensuels annoncés ne peuvent pas concorder avec les chiffres annuels publiés dans d'autres publications statistiques ou bases de données fournies par l'OMC. Ce qui justifie une mise à jour permanente.

Source : OMC, [Statistiques du commerce des services à court terme](#)

NOUVELLES REGIONALES

Les politiques européennes souvent incohérentes avec le développement des pays africains

Des politiques qui démolissent ce que d'autres bâtissent ? C'est le constat soulevé par le rapport de la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement (Concord), publié le lundi 7 novembre.

Ce rapport met notamment en évidence une inquiétante incohérence entre les politiques européennes et les aides au développement accordées aux pays pauvres, causant ainsi plus de tort aux économies locales que de bien. Le rapport fait ainsi état des anomalies et des risques pour le développement du continent africain en matière agricole que fait peser sur les pays concernés l'industrie européenne. Laura Sullivan, d'Action Aid, souligne ainsi que « beaucoup de politiques européennes sont incohérentes avec le développement économique » des pays pauvres. Elle ajoute que ces incohérences « contribuent à annihiler le bon travail réalisé en matière d'aide au développement ».

Le rapport fait également état du non respect par l'UE de ses obligations, qui, selon le traité de Lisbonne, exigent des politiques cohérentes avec les objectifs de développement. Le rapport dénonce la manière dont l'UE cherche à répondre à une demande européenne pour les matières premières croissante, qui, par la signature d'accords commerciaux inéquitables pour les pays en développement riches en telles ressources, ne se soucie pas de l'impact négatif que pourraient avoir ces politiques. En guise d'exemple, le rapport mentionne l'objectif européen visant à atteindre 10% d'énergies renouvelables dans les transports d'ici 2020 ; un tel objectif risque de précipiter le processus d'accaparement de terres arables, notamment en Afrique, déjà en cours. En

effet, les entreprises européennes de biocarburants risquent de se précipiter sur les terres africaines, dépossédant les agriculteurs locaux de leurs terres, afin d'accroître leur production, ce qui va pourrait aggraver la crise alimentaire. Il en est même pour l'exportation bradée de poulets congelés européens vers l'Afrique, qui ruine des filières avicoles locales, pourtant soutenues par le biais de programmes de développement de l'UE. Cela anéantit finalement tous les progrès réalisés grâce à l'aide européenne.

Le Concord profite de ce rapport pour formuler un certain nombre de recommandations à l'UE. « Celle-ci doit se rendre compte que la sécurité alimentaire mondiale ne peut être atteinte que si les pays pauvres sont en mesure de développer et de sauvegarder leur propre production durable domestique », a déclaré Laust Gregersen, de Concord Danemark. L'organisation demande notamment à l'UE de respecter le traité de Lisbonne et de démontrer une plus grande volonté politique d'accomplir la cohérence entre politiques agricoles et aides au développement au bénéfice des populations des pays en développement. Il faut donc réformer la PAC qui ne tient compte que des intérêts européens. Léonard Mizzi, directeur général de l'agriculture et du développement rural de la commission européenne, a indiqué que l'UE était consciente de ces incohérences et qu'elle allait tenter de réduire ces impacts néfastes; mais il ajoute que la possibilité d'une meilleure cohérence entre politiques agricoles et aides au développement semble compromise par la réalité du jeu qui prend place au sein du commerce mondial. Il faut donc être « être réaliste » et adopter une « approche mondiale », s'est-il défendu. En d'autres termes, il justifie la position de l'UE par le fait que, si les Européens freinent leur politique commerciale en Afrique dans le but de favoriser le développement, d'autres n'auront certainement pas la même retenue.

Source: Concord, [Spotlight on EU Policy Coherence for Development](#)

EVÉNEMENTS

OMC

10 novembre, Genève, Suisse, [Forum libre sur le rôle de la Chine dans le nouvel ordre mondial](#).

Invité d'honneur: Long Yongtu

14-16 novembre, Genève, Suisse, Organe d'examen des politiques commerciales - Équateur

28-30 novembre, Genève, Suisse, Organe d'examen des politiques commerciales - Thaïlande

30 novembre, Genève, Suisse, Conseil général de l'OMC

12-13 décembre, Genève, Suisse, Régional Commissions Global Trade Facilitation Conférence « Connecting International Trade: Single Windows and Supply Chains in the next decade ». Plus d'informations [ici](#)

15-17 décembre, Genève, Suisse, [Huitième Conférence ministérielle de l'OMC](#)

Hors OMC

3-4 novembre, [Sommet du G-20](#), Cannes, France

5-6 décembre, Durban, Afrique du Sud, [symposium changement climatique et commerce](#)

6 décembre, [9ème Forum mondial sur l'investissement international](#) axé sur les tendances émergentes importantes dans l'investissement international et les activités des entreprises multinationales. Événement sponsorisé par [CNUCED](#).

28-29 novembre 2011, CNUCED, Conseil du commerce et du développement, 54ème réunion directive. Plus d'informations [ici](#)

30 novembre 2011, Accra, Ghana, Comité ministériel de surveillance (MMC), Réunion sur les négociations APE

PUBLICATIONS

OMC, Rapport sur le commerce mondial 2011 : L'OMC et les accords commerciaux préférentiels : de la coexistence à la cohérence. [Cliquez ici pour accéder au document](#)

OMC, Structure des échanges et chaînes de valeur globales en Asie de l'Est : du commerce de marchandises au commerce des tâches. [Cliquez ici pour accéder au document](#)

OMC, [Statistiques du commerce international 2011](#)

OMC, [Rapport annuel 2011](#)